

Association de Gestion du Groupe Les Républicains au Sénat

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Palais du Luxembourg
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Association de Gestion du Groupe
Les Républicains au Sénat**

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale des membres de l'**Association de Gestion du Groupe Les Républicains au Sénat**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association de Gestion du Groupe Les Républicains au Sénat** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de réglementation comptable résultant de l'application du règlement ANC N°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 2 avril 2026

Le commissaire aux comptes

EXPONENS Conseil & Expertise

Signé par
Anne MOUHSSINE
Signature numérotée de Anne MOUHSSINE
Date: 02-04-2026 13:47
Lieu: PARIS
39623266386332312...

Anne MOUHSSINE

Associée

**Association de Gestion
du Groupe Les
Républicains au Sénat**

Palais du Luxembourg
15 rue de Vaugirard
75006 PARIS

**COMPTES ANNUELS AU
31/12/2025**

Bilan Actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
ACTIF				
Frais d'établissement				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	184 445	151 480	32 965	22 765
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées aux participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	473 250		473 250	470 612
Total I	657 695	151 480	506 215	493 377
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production (biens de services)				
Produits finis				
Marchandises	3 036		3 036	4 536
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances			-	90
Charges constatées d'avance	9 523		9 523	10 893
Valeurs mobilières de placement				
Autres titres	9 500 000		9 500 000	9 000 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 595 521		1 595 521	1 142 955
Total II	11 108 080	-	11 108 080	10 158 474
Frais d'émission des emprunts (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (V)				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF	11 765 775	151 480	11 614 295	10 651 851
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan Passif

	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
PASSIF		
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise:	6 483 977	6 483 977
Fonds propres statutaires	6 483 977	6 483 977
Fonds propres complémentaires		
Autres réserves		
Fonds propres avec droit de reprise:		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves:		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	3 440 875	2 894 223
Excédent ou déficit de l'exercice	901 557	546 652
Situation nette (sous-total)	10 826 410	9 924 852
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	10 826 410	9 924 852
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 860	33 931
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	254 332	255 547
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	493 693	437 520
Produits constatés d'avance		
Total IV	787 885	726 999
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V)	11 614 295	10 651 851
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	787 885	726 999
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	0	0
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	157 000	158 100
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 228 915	4 272 242
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont Dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		42 587
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	750	
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	2	5 447
Total I	4 386 667	4 478 375
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock	1 500	194
Autres achats et charges externes	369 669	505 825
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	237 732	265 025
Salaires	2 006 788	2 241 982
Cotisations sociales	1 035 958	1 137 185
Dotations aux amortissements et aux dépréciations:		
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	15 602	20 098
Sur immobilisations: dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant: dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Report en fonds dédiés		
Autres charges	919	1 144
Total II	3 668 167	4 171 453
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	718 500	306 922
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	240 864	315 433
Reprises sur provisions et dépréciations		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	240 864	315 433
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV des charges financières	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	240 864	315 433

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/20225	Exercice N-1 31/12/2024
RESULTAT COURANT	959 364	622 356
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	959 364	622 356
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<i>Produits exceptionnels</i>	0	0
Total V des produits exceptionnels	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
<i>Charges exceptionnelles</i>	0	0
Total VI des charges exceptionnelles	0	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	0	0
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	57 807	75 704
<i>Report des ressources non utilisées</i>		
<i>Engagements à réaliser</i>		
Total des produits (I+III+V)	4 627 532	4 793 809
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 725 974	4 247 157
EXCEDENT OU DEFICIT	901 557	546 652
Contribution volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	485 485	483 889
Bénévolat		
Total des produits	485 485	483 889
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	485 485	483 889
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total des charges	485 485	483 889

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Activité de l'association

- Objet social: L'association a pour objet d'assurer la gestion du secrétariat administratif et l'organisation matérielle du groupe parlementaire Les Républicains au Sénat.
- Nature et le périmètre de ses activités: suivi de l'actualité législative sénatoriale.
- Moyens mis en œuvre pour la réalisation de l'objet social et des activités: l'association mobilise des ressources de conseillers techniques et de secrétariat.

Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est à signaler au titre de cette exercice.

Règles et Méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions des règlements ANC N° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à un autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention explicite, les montants sont exprimés en Euros.

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC no 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel.

L'application du nouveau règlement n'a eu aucune incidence en l'absence d'éléments exceptionnels en 2025 et 2024.

b. Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits.

L'application du nouveau règlement n'a pas eu d'incidence significative : Les transferts de charge (42 586 € en 2024) correspondaient notamment à des régularisations de prévoyance pour une salariée en mi-temps thérapeutique ainsi qu'à des avantages en nature (néant en 2025).

c. Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Dans la colonne comparative :

- la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
- les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**Contributions volontaires**

Suite à l'application du règlement comptable ANC N° 2018-06, les contributions volontaires en nature doivent être valorisées et présentées au compte de résultat. Ces contributions n'ont aucune incidence sur le résultat de l'exercice.

Modalités de recensement: L'association avec la direction des affaires financières et sociales du Sénat a procédé à l'analyse et à l'évaluation des principales contributions dont elle bénéficie. Les hypothèses de calcul ont été revues au 31 décembre 2025.

Modalités de quantification: m2 et etp.

Méthode de valorisation: -Mise à disposition de locaux: le loyer de 614€/m2 utilisé correspond à une moyenne entre la valeur vénale des bureaux situés dans le 6ème arrondissement et le loyer retenu pour certains autres occupants du Palais.

-Mise à disposition de personnel: le coût unitaire correspond au salaire chargé évalué à 43 000€ par an,

-Consommation des fluides: elles sont valorisées sur la base d'un forfait de 13.40€ par m2.

La valeur des contributions volontaires estimée a été revue pour un montant de 485 485€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionnement selon l'utilisation prévue.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de bureau et informatique : 3 ans à 5 ans

Valeurs mobilières de placement

Le poste "Autres titres" concerne exclusivement des dépôts à terme.

Concours publics et subventions:

L'association perçoit une subvention d'exploitation annuelle provenant du Sénat. Elle s'élève au titre de l'exercice 2025 à 4 210 844€ (contre 4 253 644€ en 2024).

Transactions inhabituelles ou non conclues à des conditions normales avec des personnes physiques ou morales:

Néant.

Provisions pour risques et charges

Néant.

Fonds propres

Les fonds propres ont été constitués suite à un traité d'apport avec le Groupe Parlementaire les Républicains au Sénat (anciennement Groupe UMP au Sénat) prenant effet le 1er septembre 2015.

Notes sur le compte de résultat

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 8640 Euros.

Autres informations

Informations sur les dirigeants : La loi de mai 2006 impose de déclarer les rémunérations des trois plus hauts dirigeants de l'association. Président et Vice-Présidents sont tous les trois bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

Stocks et en-cours

Postes	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières et autres approvisionnements		
Encours de production		
Produits finis		
Marchandises	3 036	4 536
Total	3 036	4 536

Dépréciations des stocks et en-cours

Postes	Exercice N	Exercice N-1	Méthode utilisée pour le calcul de la dépréciation
Matières premières et autres approvisionnements			
Encours de production			
Produits finis			
Marchandises			
Total	0	0	

Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	8 640	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes		
Total	8 640	0

Répartitions des effectifs par catégories

	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	
Cadre et ingénieurs	23,20
Total	23,20

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions			Valeur brute fin d'exercice
		Virement de poste à poste	Acquisitions	Virement de poste à poste	Sorties		
					Cessions	Mise hors service	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement							0
Frais de développement							0
Autres postes d'immobilisations incorporelles							0
Avances et acomptes							0
Total I	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles							
Terrains							0
Constructions							0
Installations générales, agencements et aménagements							0
Installations techniques, matériel et outillage industriels							0
Installations générales, agencements et aménagements divers							0
Matériel de transport							0
Matériel de bureau et informatique, mobilier	185 194		25 801			26 550	184 445
Immobilisations corporelles en cours							0
Avances et acomptes							0
Total II	185 194	0	25 801	0	0	26 550	184 445
Immobilisations financières							
Participations							0
Autres participations							0
Autres titres immobilisés							0
Prêts et autres immobilisations financières	470 612		5 300		2 662		473 250
Total III	470 612	0	5 300	0	2 662	0	473 250
TOTAL GENERAL (I+ II + III)	655 806	0	31 101	0	2 662	26 550	657 695

AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions		Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
					Eléments cédés	Eléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement							0
Frais de développement							0
Autres postes d'immobilisations incorporelles							0
Avances et acomptes							0
Total I			0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles							
Terrains							0
Constructions							0
Installations générales, agencements et aménag. des constructions							0
Installations techniques, matériel et outillage industriels							0
Installations générales, agencements et aménagements divers							0
Matériel de transport							0
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 à 5 ans	Linéaire	162 428	15 602		26 550	151 480
Immobilisations corporelles en cours							0
Avances et acomptes							0
Total II			162 428	15 602		26 550	151 480
TOTAL GENERAL (I+ II)			162 428	15 602		26 550	151 480

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			Cadre C PROV. AMORT DEROGATOIRES	
	Linéaires	Amortissements Dégressifs	Exceptionnels	Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes					
Total I	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations générales, agencements et aménag. des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	15 602				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total II	15 602	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+ II)	15 602	0	0	0	0

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions: Reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges					0
Provisions pour garanties données aux clients					0
Provisions pour pertes sur marchés à terme					0
Provisions pour amendes et pénalités					0
Provisions pour pertes de change					0
Total I	0	0	0	0	0
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions et obligations similaires					0
Provisions pour impôts					0
Provisions pour renouvellement des immobilisations					0
Provisions pour grosses réparations					0
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					0
Total II	0	0	0	0	0
TOTAL (I + II)	0	0	0	0	0

TABLEAU DES DEPRECIATIONS

	Dépréciations début d'exercice	Augmentations Dotations de l'ex.	Diminutions Reprises de l'exercice	Dépréciations Fin d'exercice
Provisions pour dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				0
Sur immobilisations corporelles				0
Sur immobilisations financières				0
Sur stocks et en-cours				0
Sur créances clients				0
TOTAL	0	0	0	0

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant à l'ouverture	Affectation du résultat N-1	Résultat de l'exercice	Autres variations	Montant à la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	6 483 977				6 483 977
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	2 894 223	546 652			3 440 875
Excédent ou déficit de l'exercice	546 652	-546 652	901 557		901 557
Situation nette	9 924 852	0	901 557	0	10 826 410
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	0		0		0
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	9 924 852	0	901 557	0	10 826 410

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A		ETAT DES CREANCES		
		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
		473 200		473 200
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
		9 523	9 523	
Total		482 723	9 523	473 200

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B		ETAT DES DETTES			
		Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
		39 860	39 860		
Dettes Fiscales et sociales					
		254 332	254 332		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes					
		493 693	493 693		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		787 885	787 885	0	0

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2025	31/12/2024
Autres créances		
462000 Créance/cession d'immobilisation		
468700 Divers produits à recevoir		
Total	0	0
Disponibilités		
518200 Intérêts courus à recevoir	189 134	130 380
Total	189 134	130 380
	189 134	130 380

DETAIL DES CHARGES A PAYER

	31/12/2025	31/12/2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
401000 Fournis.	20 310	16 594
408100 Fournis. fact. non parvenues	19 550	17 337
Total	39 860	33 931
Dettes fiscales et sociales		
428200 Dettes prov. /congrés payés	106 094	98 420
438200 Charges soc./congrés à payer	54 663	49 646
428600 Personnel- Autres charges à payer	53	23
442100 Etat - Prélèvement à la source	35 715	31 754
448600 Etat - Charges à payer	57 807	75 704
Total	254 332	255 547
Autres dettes		
46700002 APGS charges sociales	493 693	437 407
467000 Autres comptes débiteurs/créditeurs		113
468600 Charges à payer		
Total	493 693	437 520
TOTAL GENERAL	787 885	726 999